

Déclaration liminaire du 1^{er} juin

La seule bonne nouvelle de la période est la fin progressive du confinement et le retour espéré à une vie normale.

Pourtant lorsque l'on évoque une vie normale espérée, les Français en général sont loin d'envisager ou de croire à une vie meilleure et encore moins heureuse. En effet alors que la pandémie a mis en évidence le besoin accru de services publics notamment dans la santé et tous les métiers de 1^{ere} et 2^e ligne, le monde d'après qui se profile pourrait bien être pire encore que celui d'avant. Pourtant, le gouvernement Macron reste toujours sur une ligne libérale ne tirant aucune leçon de cette crise sanitaire.

Pour ne parler que de la fonction publique et de la DGFIP en particulier, les attaques contre les Statuts, les droits collectifs, le pouvoir d'achat et les emplois continuent et s'accroissent.

Ce nouveau CTL, se déroule quelques jours après une nouvelle grève à la DGFIP et en pleine campagne de déclaration des revenus. La CGT Finances Publiques a tenu la semaine dernière son Conseil National en présence de 200 délégués (en visio) qui ont fait un constat partagé sur la situation de chaos qui règne dans les services. Dans les départements où le NRP est mis en place c'est la débandade. Les Centres de Gestion Comptables qui regroupent les trésoreries fermées sont paralysés et croulent sous les chèques non encaissés et les charges accumulées et non traitées des ex-trésoreries. Les fameux conseillers aux décideurs locaux errent perdus et isolés avec un ordinateur portable dans leur sac à dos. On est loin des retours positifs annoncés notamment par nos directeurs. Puisqu'on est en période d'accueil massif, la situation est catastrophique. Des départements comme la Seine Saint Denis ont complètement supprimé l'accueil physique ce qui oblige de très nombreux usagers à essayer d'obtenir un renseignement ou un document à travers des grilles fermées ou des agents courageux acceptent d'affronter la colère et la détresse des contribuables. Malgré l'affichage trompeur sur la multiplication des points de contact (MFS, bureaux de tabac) les gens sont perdus et les collègues désemparés. Heureusement que les agents n'appliquent pas les consignes stupides des Directions qui consistent à renvoyer les usagers qui se présentent à l'accueil sans rendez-vous car ça serait l'émeute chaque jour. Comme il paraît loin le temps où la charte Marianne nous imposait d'ouvrir nos services tous les jours de la semaine en privilégiant des services de proximité de plein exercice. Et cerise sur le gâteau cette année les SIP déjà fragilisés doivent renforcer les centres de contact en répondant au numéro d'appel national. On se fout de nous.

Oui et ce n'est pas de la science-fiction, l'orientation actuelle voulue et conduite par nos hiérarchies contribue à la disparition des missions de la DGFIP et de son réseau tant apprécié et nécessaire pour les populations et les élus. Et ce ne sont pas les quelques conventions que certains élus abusés acceptent de signer qui nous feront croire le contraire.

Le gel du point d'indice n'empêche pas la direction générale de trouver de l'argent pour faire passer ses réformes quoi qu'il en coûte. La fin des CAP, disparition des CT et des CHS remplacés par les CSA n'a qu'un but; faire taire les représentants du personnel légitimement élus. Nous ne lâcherons rien, car ce qui se passe est trop grave et honte à ceux qui par leur responsabilité, organisent et participent à ce massacre. Nous ne lâcherons rien sur nos droits collectifs sur les mutations puisque nous y sommes en plein.

Notre état d'esprit vous l'aurez compris n'est ni au fatalisme ni au renoncement. Nous l'avons prouvé par le passé et nous continuerons dans l'avenir quelles que soient les circonstances.

Rouen, le 1^{er} juin